

DÉJEUNER ANNUEL DE L'ANRT

Mardi 2 juillet 2024

Intervention de M. Stéphane Piednoir, président de l'OPECST

Monsieur le Président de l'ANRT,

Madame la déléguée générale de l'ANRT,

Mesdames et Messieurs les présidents, directeurs généraux, directeurs de la recherche, responsables scientifiques,

Mesdames, Messieurs,

C'est un grand honneur pour moi de participer au déjeuner annuel de l'ANRT.

Je représente le Président du Sénat, Gérard Larcher, que vous aviez invité, qui en était également honoré, et qui m'a demandé d'excuser son absence auprès de vous. Il aurait vivement souhaité être ici aujourd'hui mais, comme vous l'imaginez bien, la situation politique le retient ailleurs.

Il m'a demandé de vous transmettre un message d'amitié et de soutien à l'ensemble de vos entreprises et organisations.

L'avenir de la recherche dans notre pays est un sujet de grande attention et même de préoccupation, de même que la situation générale de nos entreprises. Dans un environnement mondial de plus en plus concurrentiel et instable, faire en sorte que nos entreprises puissent produire et innover est une priorité. Car c'est bien l'avenir de notre économie et de notre pays qui est en jeu. Sans possibilité

pour nos entreprises - grandes, moyennes ou petites, installées depuis des décennies ou jeunes start-up - de pouvoir évoluer dans un environnement favorable à leur développement, tous les discours sur la souveraineté économique, aussi éloquents soient-ils, sont vains.

Nous avons une grande confiance dans les forces vives que vous représentez, dans votre capacité à créer et innover. Dans la période agitée que nous connaissons, cette confiance doit continuer à se manifester et le Président du Sénat, avec les commissions compétentes de notre institution, y veillera.

Vous incarnez des secteurs d'excellence qui se situent souvent au premier rang mondial. Vous représentez aussi des secteurs stratégiques, indispensables à notre économie et à l'indépendance de notre continent européen : que ce soit l'énergie, le numérique, le spatial, les biotechnologies... Leur développement est vital et nous savons que ce n'est pas toujours facile dans l'environnement actuel.

C'est pourquoi nous nous félicitons de l'image volontariste que vous donnez, regroupés au sein de l'ANRT, en vous mobilisant dans le cadre d'initiatives collectives et en recherchant des synergies efficaces. Le contexte sportif m'invite à le souligner : c'est bien l'équipe France de la recherche que nous avons aujourd'hui en face de nous et nous souhaitons plus que jamais qu'elle réussisse !

Croyez bien que Gérard Larcher, moi-même, mes collègues ici présents et, je pense pouvoir le dire sans crainte de me tromper, le Sénat tout entier, sont à vos côtés pour promouvoir le développement de la science et des technologies dans notre pays.

Il y a un an, l'ANRT fêtait ses 70 ans, un très bel anniversaire !

Presque au même moment, l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, l'OPECST, que je préside, fêtait, lui, ses 40 ans, à l'Assemblée nationale et au Sénat, en présence des présidents de ces deux assemblées, Yaël Braun-Pivet et Gérard Larcher !

A travers cet événement, nous avons célébré « 40 ans de science au Parlement », autour de nombreux parlementaires et scientifiques. Car oui, à l'Office aussi, comme à l'ANRT, nous avons pour ambition de promouvoir la science et la technologie car nous savons que cela est déterminant pour l'avenir de notre économie, de notre pays, de ses jeunes.

L'OPECST, créé par une loi votée à l'unanimité des deux chambres, a pour mission « d'informer le Parlement des conséquences des choix de caractère scientifique et technologique afin d'éclairer ses décisions ». C'est l'une des rares instances bicamérales. Composé de 18 députés et 18 sénateurs, désignés de manière à représenter la composition politique de chacune des assemblées, ses travaux sont presque toujours conduits par des binômes de rapporteurs, comprenant un député et un sénateur, de groupes politiques différents. Cette manière de procéder donne un poids particulier à nos travaux. L'Office est une instance du Parlement qui donne à ses rapporteurs la possibilité de prendre un peu de hauteur, et leur accorde le temps et les moyens d'approfondir un sujet souvent stratégique pour l'avenir de notre pays.

L'Office a trois modalités principales de travail. Il réalise d'abord des études approfondies sur saisine d'une commission ou du Bureau de l'Assemblée nationale ou du Sénat qui donnent lieu à des rapports qui font référence, comme dernièrement sur la décarbonation du secteur aéronautique, la réforme de la sûreté nucléaire ou les implications en matière de recherche et d'innovation de l'objectif de sobriété énergétique.

Il organise ensuite des auditions publiques qui sont l'occasion de mettre toutes les parties prenantes autour de la table sur un sujet scientifique ou technologique d'actualité, parfois controversé. Ces auditions donnent lieu à l'adoption par l'Office de conclusions et de recommandations. Récemment, nous avons organisé des auditions publiques sur le développement des réacteurs nucléaires innovants, la surveillance et les impacts des micropolluants de l'eau, la protection de la biodiversité marine en haute mer ou les enjeux du traité international sur la pollution plastique.

Troisième modalité de travail : les notes scientifiques au format plus court et en lien souvent étroit avec l'actualité législative. Nos dernières notes ont traité des débris spatiaux, de la météorologie de l'espace, des modes de stockage de l'énergie, des alternatives au tabac à fumer, des avancées thérapeutiques en oncologie, du recyclage des plastiques...

Tous ces travaux sont accessibles en ligne sur les sites de l'Assemblée nationale et du Sénat. Ils sont réalisés à partir des nombreuses auditions d'experts, scientifiques et chercheurs, que font les rapporteurs. L'Office a la chance de pouvoir disposer à ses côtés d'un conseil scientifique composé de 24 personnalités

de haut niveau représentant un très vaste éventail de disciplines scientifiques. S'y ajoutent des relations étroites avec les Académies des sciences, de médecine, des technologies et les grands organismes de recherche de notre pays ainsi que toute la communauté des chercheurs que vous représentez ici.

Les parlementaires membres de l'Office ont le souci, non seulement d'approfondir les différentes dimensions d'un sujet, mais aussi celui de bien comprendre le monde de la recherche car ils savent que les liens entre celui-ci et le monde politique ne sont pas assez développés et parfois source de malentendus et d'incompréhensions. C'est pourquoi nous avons mis en place des jumelages sous la forme de trinômes comprenant un parlementaire, un académicien et un jeune chercheur pour pouvoir faire découvrir aux uns la vie des laboratoires, aux autres le fonctionnement du Parlement et le travail des parlementaires en circonscription.

Ces rapprochements sont fructueux et ils nous confortent dans l'importance de mieux faire dialoguer recherche, science, technologie et politique.

Un souci pour nous est la profonde méconnaissance du monde scientifique et de la méthode scientifique par nos concitoyens mais aussi par les différents relais d'opinion, médias traditionnels et réseaux sociaux. La période de la pandémie l'a fait apparaître de façon criante ! Le rapport que nous venons de publier sur les dernières évolutions des connaissances scientifiques sur le Covid consacre d'ailleurs une partie à la désinformation en santé. Or, il est clair que sans la recherche, il n'y aurait pas eu de réponse aussi efficace et rapide à la crise sanitaire.

Je m'éloigne peut-être un peu du cœur du sujet mais je voudrais encore dire que pratiquement à chaque réunion de l'Office, nous avons l'occasion de réaffirmer de manière unanime l'impérieuse nécessité de développer l'enseignement des sciences dans notre pays. Il en va bien sûr de la formation des futurs ingénieurs, chercheurs et docteurs qui permettront à notre pays de continuer à innover et à vos entreprises et laboratoires de prospérer. Il en va également de la culture scientifique de nos concitoyens, qui, je l'ai dit, apparaît de plus en plus menacée par la désinformation et les théories du complot.

Je reviens rapidement aux thèmes de travail actuels de l'OPECST, sachant que nos travaux sont tous interrompus du fait de la dissolution mais qu'ils pourront reprendre dans quelques semaines lorsque les 18 députés de l'Office seront désignés.

Il y a quatre grands rapports en cours : sur les nouveaux développements de l'intelligence artificielle, sur la place des protéines dans l'alimentation, sur l'apport des sciences et des technologies dans le domaine du sport et sur l'évaluation du dernier Plan national de gestion des matières et déchets radioactifs.

Cinq notes scientifiques sont en cours : sur les neurosciences et l'éducation, l'évolution de la fertilité, les réseaux électriques, les nouvelles techniques génomiques et la géoingénierie.

Nous préparons enfin une audition publique sur le vol spatial habité.

Cela vous montre la variété des sujets que nous traitons, avec quelques grandes dominantes : l'énergie bien sûr, mais aussi le numérique, la santé, l'environnement, les technologies émergentes.

Si certains parmi vous souhaitent nous faire parvenir des observations ou des contributions sur l'un ou l'autre de ces sujets, qu'ils n'hésitent pas. Nous avons le souci, à l'Office, de recueillir le plus largement possible les avis de chercheurs et d'experts.

Je ne voudrais pas terminer mon propos sans évoquer deux points importants pour vous et pour la bonne santé de la recherche dans notre pays.

L'ANRT a été très active pour promouvoir l'accueil de jeunes docteurs au sein des entreprises. Le dispositif Cifre auquel vous avez largement contribué, dont vous assurez la mise en oeuvre et que vous continuez à soutenir avec énergie est incontestablement une réussite. Il doit encore se développer, tous les secteurs économiques, toutes les entreprises ayant une activité de R&D n'ayant pas encore exploité cette possibilité. La création de ponts entre la recherche universitaire et la R&D des entreprises est une nécessité. Pendant trop longtemps, ces deux mondes ont été excessivement cloisonnés, la France accusant un véritable retard dans les collaborations entre recherche académique et entreprises par rapport à ses principaux partenaires.

Or, pour faire face à l'accélération de la recherche dans un certain nombre de domaines, notre pays a certainement besoin de plus de docteurs et de plus d'agilité et ce dispositif est un atout qu'il faut continuer à promouvoir.

Nous savons aussi que pour votre communauté le crédit impôt recherche est une aide décisive. Créé il y a maintenant 40 ans, ce dispositif a incontestablement fait ses preuves en dépit des critiques récurrentes émises à son encontre. Cela ne veut pas dire que des ajustements ne soient pas nécessaires ni que le contrôle de sa mise en œuvre et l'évaluation à échéances régulières de son efficacité ne soient pas indispensables au regard de son coût pour les finances publiques. Mais, nous restons convaincus de son utilité pour le maintien et le développement d'une R&D de haut niveau dans notre pays.

Rester dans la cour des grands a un prix, il ne faut jamais l'oublier. Certes importantes, les sommes en jeu sont en effet bien moindres que celles que les Etats-Unis ou la Chine consacrent au soutien de la recherche et de leurs entreprises !

Dans un monde devenu ultra compétitif, à un moment où la réindustrialisation est une priorité pour la souveraineté de notre pays et pour l'avenir économique et social de ses territoires – préoccupation à laquelle le Sénat est, vous le savez, très attaché -, nous devons maintenir à tout prix un niveau d'excellence pour nos entreprises. On parle souvent de guerre économique, on pourrait parler de bataille technologique. C'est en tout cas une course aux technologies dont, en cette année olympique, nous ne pouvons pas et ne devons pas décrocher. Quand je dis nous, c'est bien sûr notre pays, mais aussi notre continent ! Mario Draghi l'a récemment rappelé dans le cadre de sa mission confiée par la présidente de la Commission européenne sur la compétitivité : la différence de croissance de la productivité entre l'économie américaine et

l'économie européenne depuis les années 2000 est principalement due au secteur technologique. Nous devons donc agir en Européens sur ce sujet.

Cette rencontre d'aujourd'hui est une occasion d'échanges privilégiée. Je me réjouis d'ailleurs des conversations déjà entamées avec certains d'entre vous, qui vont se poursuivre et se prolonger dans la suite de ce déjeuner et certainement aussi au cours des prochains mois.

Je souhaite donc vous remercier une nouvelle fois pour votre invitation. Gérard Larcher y était très sensible et j'en suis très honoré.

Avec lui, je formule des vœux de succès pour vos entreprises et vos organismes car, chacun à sa façon, participe au rayonnement de notre pays et au bien-être de nos concitoyens. Je suis persuadé que l'écosystème de la recherche a un bel avenir et qu'avec notre appui et celui des instances européennes convaincues de la nécessité d'accroître le soutien à la recherche, il pourra contribuer à faire face aux immenses défis du monde de demain.

Je vous remercie.